

« Nous sommes le premier formateur en Sarthe »

Entretien. Élu à la présidence de la chambre de commerce et d'industrie de la Sarthe (CCI) pour cinq ans, Hervé Tremblaye, 56 ans, évoque les grandes missions de sa mandature.

« Le Maine Libre » : Quel rapport entretenez-vous avec la CCI et souhaitez-vous vous inscrire dans une dynamique de continuité par rapport à votre prédécesseur Noël Peyramayou ?

Hervé Tremblaye : « Je suis entré à la CCI en 2016 comme simple élu. Avant de devenir trésorier en 2018. Je faisais donc partie de l'ancienne mandature. J'ai découvert une équipe de qualité menée par le directeur général Philippe Brunet. Cela m'a donné envie de poursuivre. Et les planètes se sont alignées pour que je postule à la présidence. Il n'y aura pas de fracture rupture car un excellent travail de structuration a été effectué lors du mandat précédent. La CCI se trouve dans une situation financière solide (26 M€ de chiffre d'affaires, NDLR). Comme dans mon entreprise, je compte instaurer un fonctionnement collégial, en faisant participer les élus afin qu'ils soient vraiment des ambassadeurs de la CCI. »



Hervé Tremblaye a été élu pour un mandat de cinq ans à la présidence de la CCI de la Sarthe. PHOTO : LE MAINE LIBRE DENIS LAMBERT

Quelles sont les principales missions de la CCI ?

« La première vise à mobiliser, accompagner les entreprises et la jeunesse face aux mutations économiques que représente notamment la digitalisation, mais aussi face aux changements sociétaux liés à la pénurie de main-d'œuvre notamment qui sévit actuellement. Il s'agit également d'aider les entreprises à répondre à l'urgence des enjeux environnementaux. La CCI a par ailleurs vocation à fédérer le monde patronal, les réseaux d'entreprises sur le territoire. Notre ambition est d'arriver à plus d'unité avec l'ensemble des acteurs économiques locaux, car nous avons des problématiques communes. L'objectif de l'institution est aussi de faire rayonner la Sarthe en valorisant les compétences et les performances des entreprises locales. Enfin, nous avons en charge la gestion d'infrastructures tels que l'aéroport du Mans¹, ainsi que les magasins généraux de l'avenue Olivier-Heuzé au Mans². »

La première compétence de la CCI reste la formation ?

« Oui nous sommes le premier formateur en Sarthe, au plan professionnel. Nos services forment

4 600 personnes par an en moyenne, du CAP à Bac + 5. Notre offre de formations évolue en permanence en fonction des besoins des entreprises.

Le rôle majeur de la Chambre est de former la jeunesse pour servir nos entreprises et les faire performer. C'est capital pour l'avenir du département. Environ 80 % des personnes que l'on forme trouvent un emploi dans le département. C'est pourquoi nous misons sur notre campus de formation, situé dans le quartier de la Californie au Mans. La CCI prévoit d'investir 40 M€ de travaux pour remplacer et rénover les bâtiments du site. Trois phases de travaux sont programmées entre 2022 et 2028 (voire 2029). »

La très faible participation à ces élections pour la présidence de la CCI (6 %) vous interpelle forcément ?

« C'est général à tous les scrutins et à toutes les chambres consulaires. Nous assistons à un désintéressement global de la population pour toutes formes d'élections. Cela dit, à nous tout de même de faire connaître davantage nos actions qui restent trop méconnues. L'insti-

tution conserve une image poussiéreuse. Elle a pendant longtemps vécu des subsides de l'État. Mais elle s'est peu à peu privatisée avec la baisse drastique des aides de l'État, à travers la Taxe pour frais de chambre consulaire (TFC) qui a diminué de 75 % depuis 2014. »

Quelle autonomie conserve la CCI 72 vis-à-vis de l'antenne régionale ?

« Nous sommes directement placés sous la tutelle de l'État et donc de la préfecture. Les salariés sont payés par la CCI des Pays de la Loire mais nous avons un fonctionnement

autonome. Maintenant, la régionalisation des CCI est une des menaces auxquelles nous sommes confrontés. Il est très important de garder cet outil pédagogique dans le département. L'État s'est bien rendu compte avec le Covid, de la nécessité pour les entreprises de pouvoir s'appuyer sur un interlocuteur local, de proximité. »

Alexis BABIN

1. L'aéroport du Mans a enregistré 200 000 mouvements et 31 000 passagers depuis 2015, selon les chiffres de la CCI.
2. Entrepôts loués à des sociétés privées.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE EN CHIFFRES



INITIATIVE

Qairos Énergies et GRDF font un pas vers la production d'hydrogène vert



La convention de partenariat entre Qairos Énergies et GRDF a été signée à l'occasion du salon des Maires et collectivités, le 17 novembre, à Paris.

PHOTO : QAIROS ÉNERGIES

C'est un pas de plus vers le lancement de la première usine de production d'hydrogène, pour Qairos Énergies, start-up basée près de Loué spécialisée dans la pyro-gazéification du chanvre. Autrement dit : comment produire depuis cette biomasse un gaz de synthèse dont sera tiré soit de l'hydrogène, soit du méthane, avec un reliquat de CO₂ récupérer pour être également commercialisé.

Announced depuis fin 2020, la première usine de production à Trangé près du Mans attend depuis que toutes les conditions soient réunies pour lancer sa construction. Parmi celles-ci, un accord avec GRDF sur l'injection du méthane produit dans le réseau public. Le 17 novembre 2021, le pdg de Qairos Énergies Jean Foyer, et le directeur général délégué de GRDF, ont signé une convention de partenariat « pour expérimenter l'injection de gaz de synthèse renouvelable produit à partir de chanvre ». Un

« gaz vert » produit sur le futur site de Trangé et « injecté dans le réseau gazier de l'agglomération mancelle ».

Une usine toujours en attente
Si la signature vient conforter Qairos Énergies dans son projet, demeurent encore des verrous à la mise en réalisation de l'usine dont l'investissement était estimé fin 2020 à environ 20 millions d'euros.

« Dans le cadre de ce partenariat, une étude d'analyse sera réalisée » par l'Institut national de recherche pour l'agriculture l'alimentation et l'environnement, sur « les émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'un bilan carbone du processus de production ». Une « étude qui « permettra de rendre pérenne et de développer le concept novateur défendu par Qairos Énergies » assure l'entreprise.

Ronan LE MONNIER

SANTÉ

Mobilisation pour l'hôpital public

« Au Bailleul, à La Ferté-Bernard, à Mangers, à Montval-sur-Loir, à Saint-Calais et sur l'ensemble du territoire de la Sarthe, les populations ont de plus en plus de mal à trouver un médecin traitant, un spécialiste et parfois - faute de praticiens en nombre suffisant - les urgences, les maternités ou les blocs de chirurgie des hôpitaux de proximité sont fermés, exposant la population à des délais de transports pouvant les mettre en dan-

ger », résume l'association des maires de la Sarthe (AMF 72), qui appelle les élus locaux et la population à se mobiliser lors de la journée du samedi 4 décembre. Une manifestation en faveur de l'hôpital public en Sarthe est prévue à 15 heures place de la Libération à La Flèche. Lancée par les syndicats Sud et CGT du pôle santé Sarthe et Loir, elle est également relayée par les élus locaux et l'association des maires de la Sarthe.

La ministre à la rencontre des associations

Après les accidents de la route, le suicide est la deuxième cause de mortalité chez les 15 à 24 ans. Une statistique qui serait trois fois plus élevée dans la population LGBTI+ (lesbienne, gay, bi, transgenre, intersexé).

Prévenir le suicide auprès des concernés et de leurs proches, sensibiliser à la santé sexuelle et accueillir les personnes dans le besoin.

Autant de missions que se répartissent les structures d'aides sarthoises. À l'occasion de la venue d'Elisabeth Moreno, la ministre de la Diversité et de l'Égalité des chances, trois d'entre elles ont exposé leurs plans de soutien aux personnes discriminées en raison de leur orientation sexuelle.

« Laisser dire les discriminations et ne pas agir, c'est laisser faire les agresseurs », résume Sébastien Vallée, directeur de projets au Planning familial Sarthe-Mayenne. Au centre LGBTI+, le coordinateur du collectif ToutSEXplique72 a fait voir à la ministre les engagements de son groupe d'associations. Des actions, collectives et à l'échelle locale autour de l'éducation sexuelle et de

l'identité. « Le milieu associatif est souvent appelé en urgence par les établissements scolaires. Nous souhaitons anticiper en formant gratuitement les professionnels proches des jeunes » indique le responsable.

« Vous leur faites du bien »

À « Homogène », l'association Culture et droits des personnes LGBTI+, on accueille, deux fois par semaine, les personnes en recherche d'écoute attentive. « Vous leur faites du bien, vous devriez être remboursés par la sécurité sociale » lance Elisabeth Moreno à Françoise, l'une des bénévoles du centre. De l'autre côté de la place des Comtes du Maine, Yann Massart, a présenté « Dites je suis là », une plateforme de prévention au suicide. L'infirmier de formation a ciblé comme objectif de « lever les tabous » autour du mal-être psychologique.

La ministre a conclu sa visite mancelle au planning familial 72. Sur place, elle a pu prendre connaissance d'un futur dispositif lancé en mars prochain : la charte de l'alliance pour l'égalité (CAPE), le nouveau



Elisabeth Moreno, ministre de la Diversité et de l'Égalité des chances, a rencontré plusieurs collectifs luttant contre les discriminations aux LGBTI+.

PHOTO : LE MAINE LIBRE - DENIS LAMBERT

projet de Toutsexplique72, à l'initiative de David Malgrain, président du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles 72 (CIDFF). Qu'ils soient restaurants, bars ou autres espaces publics, les signataires s'engagent à être des

« lieux alliés » avec les victimes d'agressions sexuelles ou de discriminations. Pour se faire, ils pourront former leur personnel à ce sujet.

Raphaël RUFFLÉ-MARJOT

LE GRAND JEU
A GAGNER
DERNIERS GAGNANTS, 7 PEUT-ÊTRE VOUS?
GRAND TIRAGE FINAL!
RENDEZ-VOUS VENDREDI 3 DÉCEMBRE POUR DÉCOUVRIR LES GRANDS GAGNANTS!
Le Maine Libre